Une éminente militante des droits humains et trois de ses collègues qui seraient détenus par un groupe d'opposition armé en Syrie doivent être immédiatement libérés, ont déclaré aujourd'hui 45 organisations de la société civile.

Razan Zeitouneh, Wael Hamada, Samira Khalil et Nazem Hammadi ont été enlevés le 9 décembre 2013 à Douma, une ville située à proximité de Damas et contrôlée par plusieurs groupes d'opposition armés**.**

Les groupes armés qui contrôlent de facto Douma devraient soit libérer ces militants s'ils les détiennent, soit enquêter sur leur enlèvement et œuvrer pour leur libération, ont déclaré les organisations. Parmi ces groupes armés figure Jaish-al-Islam (« Armée de l'Islam »), dirigé par Zahran Alloush, qui maintient une forte présence armée dans la région. Les pays qui soutiennent ces groupes, ainsi que les chefs religieux susceptibles de les influencer, devraient également appeler à la libération immédiate et inconditionnelle des militants détenus et à la cessation des enlèvements.

Cela fait presque six mois que Razan Zeitouneh et ses collègues ont été privés de leur liberté, suscitant l'inquiétude de leurs familles, et de leur capacité à fournir un travail important pour leur communauté. Les combattants qui contrôlent la ville de Douma ont la responsabilité, envers les familles des militants détenus et leurs communautés, d'obtenir leur libération.

Le 9 décembre 2013, un groupe d'hommes armés a fait irruption dans le bureau du Centre de documentation des violations (Violations Documentation Center, VDC) à Douma, et a enlevé Razan Zeitouneh, son mari Wael Hamada, Samira Khalil et Nazem Hamadi. Selon une déclaration ultérieure du VDC, ce « groupe armé inconnu » a également saisi des ordinateurs portables et divers documents. Depuis lors, on est toujours sans nouvelles sur le sort des quatre militants - sur le lieu de leur détention ou leur état de santé - et aucun groupe n'a revendiqué la responsabilité de leur enlèvement ou formulé des demandes en échange de leur libération.

Quelques mois avant son enlèvement, Razan Zeitouneh avait reçu des menaces , ainsi qu'elle l'a indiqué au site d'informations Lebanon Now en septembre 2013. Elle a également informé des défenseurs des droits humains à l'extérieur de la Syrie, en septembre, qu'elle avait été menacée par des groupes armés locaux à Douma. En avril 2014, sa famille a publié une déclaration
tenant Zahran Alloush responsable de son bien-être et du bien-être de ses collègues, compte tenu de la présence importante de Jaish-al-Islam dans cette zone.

Exerçant le métier d'avocate, Razan Zeitouneh a fondé le VDC et cofondé les Comités locaux de coordination (Local Coordination Committees, LCC), un réseau de groupes locaux civils qui organisait des manifestations pacifiques. Elle avait été menacée tant par le gouvernement syrien que par des groupes d'opposition en raison de son travail concernant diverses violations des droits humains.
D'autres défenseurs des droits humains et plusieurs journalistes ont également été enlevés, vraisemblablement par des groupes d'opposition armés non étatiques contrôlant certaines zones du pays. Leur détention s'inscrit dans le cadre d'une campagne de menaces et de harcèlement à l'encontre des personnes qui cherchent à dénoncer les violations commises non seulement par le gouvernement mais aussi par les groupes armés d'opposition en Syrie, selon les organisations signataires.
Les organisations ont exhorté le gouvernement syrien ainsi que les groupes d'opposition armés à mettre fin aux arrestations arbitraires, aux enlèvements et la détention de personnes exerçant des activités pacifiques - y compris dans les domaines du journalisme et du travail humanitaire - conformément à la résolution 2139 (2014) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui exige la « libération de toutes les personnes détenues arbitrairement » en Syrie.
Les groupes armés qui contrôle de facto la ville de Douma devraient prendre toutes les mesures possibles pour faciliter la libération des militants pacifiques et des journalistes détenus, y compris en intervenant auprès d'autres groupes à Douma et dans d'autres villes, et mettre fin aux enlèvements dans les zones sous leur contrôle.
Les enlèvements de défenseurs des droits humains par des groupes armés en Syrie constituent une grave violation des libertés que ces groupes affirment revendiquer, ont ajouté les organisations signataires.

Organisations signataires :

1.□□□□□ Amnesty International

2.□□□□□ Arabic Network for Human Rights Information (ANHRI)

3.□□□□□ Association tunisienne des femmes démocrates (AFTD)

4.□□□□□ Cairo Institute for Human Rights Studies

5.□□□□□ Center for Civil Society and Democracy in Syria (CCSDS)

6.□□□□□ Centre libanais des droits humains (CLDH)

7.□□□□□ Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA)

8. Damascus Center for Human Rights Studies

9.□□□□□ Dawlaty Foundation

10.□ Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)

11.□ Etana Syria

12.□ Euro-Mediterranean Human Rights Network

13.□ Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)/ Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (OBS), programme conjoint avec l'OMCT

14. Fondation Samir Kassir

15. Fraternity Center for Democracy and Civil Society

16. Free Syrian Lawyers

17. Freedom Days

18. Friends for a Nonviolent World

19. Front Line Defenders

20. Gulf Centre for Human Rights, Lebanon

21. Hivos

22. Human Rights Association of Turkey (Insan Haklari Derne?i, IHD)

23. Human Rights Watch

24. *Institute for War and Peace Reporting*

25. International Media Support (IMS)

26. KISA *Action for Equality*, *Support*, *Anti-racism*

27. *Kurdish Organization* for Defending *Human Rights* and Public Freedoms (DAD)

28. Kvinna till Kvinna

29. Lawyers for Lawyers

30. Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH)

31. Organisation mondiale contre la torture(OMCT)/ Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (OBS), programme conjoint avec la FIDH

32. Reporters sans frontières (RSF)

33. Right to Nonviolence

34. Solicitors International Human Rights Group

35. Syria Justice & Accountability Center

36. Syrian Center for Democracy and Development Rights (SCDR)

37. Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM)

38. Syrian Kurdish Center (S.K.C)

39. Syrian Network for Human Rights

40. Syrian Nonviolence Movement

41. *Syrian Observatory For* Human Rights

42. *Syrian* Organization for Human Rights (*Sawasyah*)

43. The Day After (TDA)

44. Violations Documentation Center (VDC)

45. Women's International League for Peace and Freedom

Source : AWI D